

Action mondiale 2004



Lettre du directeur

2004 a été une année de transition et de changement pour le Bureau de coordination d'ACT, suite à l'évaluation qui a été faite de l'alliance ACT en 2003. Cela a été une occasion de recentrer et renforcer nos activités ainsi que notre mission, qui est de coordonner les interventions de nos membres en réponse aux nombreuses crises humanitaires qui se produisent dans le monde.

Lorsque je considère l'année 2004, les difficultés que nous avons rencontrées mais aussi les résultats que nous avons obtenus, en tant qu'alliance de niveau mondial, dans le domaine de l'intervention humanitaire, je ne peux qu'exprimer ma profonde gratitude aux membres et aux partenaires d'ACT qui, par l'intermédiaire du Bureau de coordination, ont maintenu leur engagement et leur soutien, ce qui nous a permis de mener à bien notre mission.

Comme ce rapport annuel est publié en 2005, il permet au Bureau de coordination d'ACT non seulement de vous informer de nos activités de l'année précédente, mais encore de célébrer notre dixième anniversaire. C'est le 25 août 1995 qu'a été créée l'Action commune des Églises (ACT International). Ainsi, nous avons l'occasion de nous pencher non seulement sur les activités de l'année précédente, mais aussi de réfléchir sur la vision et l'engagement qu'ont manifestés, il y a dix ans, les membres de la famille œcuménique résolus à réagir aux urgences qui se produisent dans le monde entier. Cela nous incite également à considérer l'avenir et à continuer à bâtir en nous appuyant sur les solides fondations jetées, au cours de ces dix années, par les membres de cette alliance mondiale.

Sur le plan de l'organisation, les responsables des appels sont devenus, en 2004, responsables de programme, assumant ainsi la charge de toutes les relations avec les membres qui interviennent dans des urgences, que ce soit sur le terrain ou par le biais d'un soutien financier. Ce changement signifie que, désormais, les responsables de programme supervisent la coordination entre les propositions mises en œuvre par les partenaires sur le terrain, le lancement des appels, la liaison avec les membres pour le financement des appels, ainsi que le suivi du contrôle et des rapports. Parallèlement, compte tenu des prévisions de recettes du Bureau de coordination, le Comité exécutif a jugé préférable de réduire le personnel permanent en ramenant de quatre à trois le nombre des responsables de programme. Le bureau a été réorganisé en trois équipes : équipe des programmes, équipe des finances et équipe des communications.

La réorganisation a entraîné un autre changement : ce n'est maintenant plus l'équipe des finances mais l'équipe des programmes qui est chargée de préparer les rapports sur les activités liées aux interventions d'urgence, sous la direction du responsable de programme chargé de cette urgence.

Au cours du quatrième trimestre, on a fait un effort

particulier pour rattraper le retard qui, depuis quelques années, s'était accumulé dans la soumission de rapports. C'est ainsi qu'on a pu réduire ce retard de plus de 65%.

Suite aux décisions prises lors de la réunion de 2004 du Comité des urgences, on a éclairci la question de la confirmation de l'enregistrement des membres. A la fin de l'année, 120 membres avaient présenté une demande d'adhésion officielle à l'alliance. En 2004, celle-ci a soutenu des victimes de situation d'urgence dans le monde entier – de notre intervention, toujours en cours, consécutive au terrible tremblement de terre qui a ravagé la ville de Bam, en Iran, le 26 décembre 2003, aux multiples catastrophes qui ont frappé Haïti en 2004.

Cela dit, nos interventions ont porté essentiellement sur deux crises : celle de la région du Darfour, au Soudan, et le tsunami qui, le 26 décembre 2004, a frappé l'Asie du Sud et du Sud-Est ainsi que certaines parties de la côte orientale de l'Afrique. Jamais on n'avait vu une catastrophe d'une telle ampleur et, parallèlement, les réactions des médias et des Églises – et notamment des membres de l'alliance ACT – ont elles aussi été sans précédent.

Pourtant, nous sommes toujours confrontés au problème des urgences qui ont été reléguées au second plan, du moins en ce qui concerne le soutien financier. Il nous faut trouver de nouveaux moyens d'agir, étant bien entendu que les gens demandent qu'on leur tende la main non pas tant pour leur donner de l'argent que pour les aider à se relever, et que c'est en édifiant des communautés plus solides et en mettant des ressources à leur disposition que l'on aidera le mieux ces gens à reprendre pied après une catastrophe.

Les multiples crises qui ont donné lieu à l'intervention de l'alliance ont bien mis en lumière les problèmes de plus en plus nombreux et complexes que posent nos interventions. Tous les acteurs de l'action humanitaire sont aujourd'hui confrontés aux mêmes problèmes : l'impact du VIH/sida sur les communautés en situation d'urgence, l'intervention de militaires dans la distribution de l'assistance humanitaire et les risques d'abus et de détournement de cette assistance.

Nous croyons que l'amour de Dieu pour l'humanité ne connaît pas de frontières. Nous sommes une alliance chrétienne et, de ce fait, nous croyons qu'il n'est pas de meilleur moyen de servir Dieu qu'un amour chrétien inconditionnel, qui s'adresse à tous nos prochains en détresse.

Pourtant, si nous voulons que notre action soit efficace, nous devons disposer de la capacité correspondante – aux niveaux national et international – et nous devons aussi être capables de maintenir et d'améliorer cette capacité lorsqu'elle existe déjà. En particulier, il s'agit de renforcer l'un des principaux atouts d'ACT International : notre solide enracinement au niveau local, au travers de nos membres.

Pasteur White Rakuba, directeur

ACT International est une alliance mondiale d'Eglises et d'agences partenaires qui s'efforcent de sauver des vies et de soutenir des communautés confrontées à des situations d'urgence.

En 2004, ACT International a mobilisé USD 59.7 millions pour apporter une aide humanitaire dans 37 pays

ACT est une alliance mondiale d'Eglises protestantes et orthodoxes membres du Conseil œcuménique des Eglises et de la Fédération luthérienne mondiale ainsi que des organisations d'entraide qui leurs sont rattachées.

ACT apporte une assistance aux victimes de catastrophes naturelles ou écologiques, de guerres ou de conflits internes. L'alliance ACT s'efforce de toucher l'ensemble des populations sinistrées, dans tous les camps, sans considération des frontières nationales ni des divisions ethniques, politiques ou religieuses. Elle apporte son aide sans distinction de race, de sexe, de conviction religieuse ou politique, de nationalité ou d'origine ethnique. ACT et ses membres sont signataires du « Code de conduite lors des opérations de secours en cas de catastrophe » et respectent les critères de la « Charte humanitaire et normes minimales pour les interventions lors de catastrophes », connue sous le nom de projet SPHERE.

L'alliance ACT est profondément enracinée dans les populations touchées par les situations d'urgence et dispose donc d'informations qui lui viennent de la base et qui lui permettent d'analyser et de comprendre la nature de ces situations. L'expérience des membres d'ACT s'étend à de nombreux domaines de l'aide d'urgence : gestion de camps, abris, distribution de produits alimentaires et non alimentaires, soins de santé et accompagnement psychologique post-traumatique, approvisionnement en eau, hygiène, mesures préventives dans l'éventualité de catastrophes, déminage, protection, passage des opérations de secours à l'aide au développement, règlement des conflits, initiatives de paix et de réconciliation.

De plus en plus, les organismes humanitaires se rendent compte que, s'il est absolument essentiel de déterminer les points de vulnérabilité et de répondre aux besoins immédiats des gens, ce ne sont là que deux maillons d'une chaîne beaucoup plus longue. Fortement enracinés au niveau local, les membres d'ACT ont les moyens et sont bien placés pour dégager les priorités propres des communautés locales et pour faire fonctionner les mécanismes. Au cœur de nos interventions, il y a la volonté de renforcer les capacités existantes.

Le Bureau de coordination d'ACT a plusieurs fonctions : faciliter l'intervention de l'alliance ACT dans les situations d'urgence, assurer un contrôle de qualité des appels (notamment en procédant à une évaluation des programmes les plus lourds), surveiller les mouvements de fonds et diffuser des normes, des lignes directrices et des orientations en matière d'aide humanitaire. En outre, le Bureau de coordination diffuse des informations sur les interventions de ses membres dans des situations d'urgence, il soutient leurs campagnes d'information et il informe ses membres et partenaires sur le financement et le programme des opérations d'urgence en cours et sur les mesures

prises. Le directeur du Bureau de coordination d'ACT fait rapport au Comité exécutif d'ACT.

En 2004, le budget du Bureau de coordination d'ACT, d'un montant de USD 1.67 million, a été entièrement couvert par les contributions des membres. Le Bureau de coordination d'ACT International se trouve au Centre œcuménique à Genève (Suisse).

ACT est dirigée par une Assemblée générale (Comité des urgences) de 30 membres élus qui se réunissent chaque année pour définir les orientations de ses activités. Un Comité exécutif, composé de 8 de ces membres, se réunit plusieurs fois par an pour s'assurer que les orientations générales sont bien mises en œuvre et que le Bureau de coordination exerce correctement ses mandats. L'alliance est légalement déclarée comme personne morale en Suisse.

Le COE et la FLM, fondateurs d'ACT, sont membres du Comité directeur pour l'intervention humanitaire. Caritas Internationalis, réseau d'aide d'urgence de l'Eglise catholique romaine, fait partie du Comité des urgences d'ACT à titre d'observateur.

Dans un certain nombre de situations, les membres d'ACT collaborent avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'UNICEF et d'autres institutions des Nations Unies.

Le financement des opérations d'urgence par ACT est déterminé par les interventions de ses membres et par les informations qu'ils fournissent, à partir desquelles ACT alerte le réseau et lance des appels d'aide en faveur des victimes. En outre, grâce à son Fonds d'action rapide, l'alliance peut agir rapidement pour répondre à des besoins particulièrement urgents. Les membres d'ACT, qui se trouvent en majorité en Europe, en Amérique du Nord, en Asie et dans le Pacifique, récoltent des fonds provenant de dons privés, de collectes et quêtes, de partenaires comme ECHO (Office européen d'aide humanitaire d'urgence) et de certains gouvernements. Les innombrables contributions bénévoles en ressources humaines mises à disposition par les Eglises sont extrêmement précieuses, même si elles ne sont pas toujours visibles.

En 2004, l'aide d'urgence acheminée par ACT a atteint un montant total de USD 59.7 millions ; 34.2 millions sont allés à l'Afrique, 7.6 millions à l'Asie et au Pacifique, 3.3 millions à l'Europe, 3.7 millions à l'Amérique latine et aux Caraïbes, et 9.9 millions au Moyen-Orient. USD 102 894 ont été consacrés à la formation à la gestion de situations d'urgence, 741 100 au Fonds d'action rapide et 156 006 à d'autres initiatives du Bureau de coordination.

En 2004, 67% de ces fonds provenaient de dons privés, étant donc distincts de subventions gouvernementales ou autres.



Initiatives de portée générale

Équipes d'évaluation et de coordination (CAT)

En 2001, l'alliance ACT a mis en place un mécanisme d'évaluation et de coordination destiné à aider ses membres à coordonner l'évaluation des besoins en cas de situation d'urgence soudaine, grave et complexe. Depuis lors, cinq missions ont été envoyées, dont l'une, en mai 2004, au Darfour (Soudan).

Cette mission au Darfour a aidé les membres et partenaires locaux d'ACT à mettre en place une coordination gérée localement, à fournir des informations à l'alliance et à coordonner le processus d'appel de fonds. Préoccupée par la grave insécurité qui règne dans cette région, l'équipe a fait savoir que l'absence de protection posait de sérieux problèmes tant aux personnes déplacées, qui ne pouvaient plus se consacrer à leurs activités quotidiennes, qu'au personnel des agences humanitaires, qui ne pouvaient atteindre certains groupes de personnes déplacées. Dans son rapport, cette équipe a souligné que la sécurité demeure la principale menace qui pèse sur la vie de ces gens, et affirmé en conclusion que, si les membres d'ACT « ne peuvent assurer la protection nécessaire, il peuvent du moins y réfléchir ». Cela signifie qu'il s'agissait de procéder à une évaluation de la situation avant de lancer une opération et, une fois la mission accomplie, d'exercer un contrôle pour empêcher tout pillage par des forces armées. Suite à cette mission, ACT et Caritas Internationalis ont publié un appel commun pour affronter la crise du Darfour. Depuis 2001, deux cycles de formation ont été organisés, ce qui a permis de constituer une liste de personnes formées à l'aide humanitaire et susceptibles de participer activement aux missions des équipes d'évaluation et de coordination.

Formation à la gestion des situations d'urgence

La formation et la préparation aux urgences sont une priorité pour l'alliance ACT. Il y a deux ans, le programme de formation à la gestion des situations d'urgence (EMT) s'est décentralisé et les instances nationales et régionales d'ACT ont pris en charge la responsabilité des initiatives et des activités liées à l'EMT, pour donner suite à la recommandation faite lors d'une évaluation de ce programme réalisée quelque temps auparavant. Elles ont notamment élaboré des outils et des programmes de formation pour les personnes destinées à assumer les activités relevant de l'EMT dans leurs pays ou régions respectifs. Un manuel des principes et procédures d'ACT ainsi qu'un guide de formation ont été rédigés pour faciliter une conception commune de l'alliance ACT et de son fonctionnement et pour permettre une meilleure utilisation de ses ressources et de ses procédures.

En 2004, les activités liées la formation à la gestion des situations d'urgence (EMT) ont porté essentiellement sur le soutien à apporter aux initiatives locales des membres d'ACT, le principe étant qu'il doit s'agir d'initiatives collectives des membres d'un pays ou d'une région géographique. Fondamentalement, il s'agit que ces membres

locaux fassent eux-mêmes une évaluation des besoins en matière de formation et que l'EMT vise à renforcer les capacités de tous les membres à intervenir dans le cas d'une catastrophe humanitaire dans leur pays ou leur région.

C'est dans ce cadre que, en 2004, des séminaires de formation ont été organisés en Afrique orientale et dans la région des Grands Lacs, en Indonésie, au Honduras, au Moyen-Orient, en République démocratique du Congo, en Bolivie et en Ouganda. Le guide, rédigé à l'origine en anglais, a été traduit en français et en espagnol. Le manuel a été testé dans deux séminaires et a donné des résultats positifs.

L'alliance a adopté, pour ses besoins propres, un manuel de travail psychosocial dans un environnement communautaire, réalisé par des membres d'ACT International : l'Eglise de Suède, *Norwegian Church Aid* et la *Presbyterian Disaster Assistance* ; il a été présenté au cours d'un colloque tenu en Afrique australe. Plusieurs séminaires s'inspirant de cette approche ont été organisés en Colombie et au Libéria.

Evaluations – Les appels de fonds d'un montant de USD 5 millions ou plus font l'objet d'une évaluation ; celle-ci doit déterminer dans quelle mesure les objectifs des programmes ont été atteints, mesurer l'impact et l'efficacité de l'aide humanitaire et en tirer les enseignements. Des appels d'un montant inférieur peuvent aussi faire l'objet d'une évaluation. Cependant, en 2004, toutes les activités prévues par le Groupe consultatif d'évaluation ont été suspendues en application des décisions adoptées par les organes directeurs d'ACT International (son Comité des urgences et son Comité exécutif), suite à l'évaluation faite, en 2003, de l'alliance ACT et de la mise en place, par la suite, du processus de fixation des priorités. Il avait été convenu que l'évaluation des appels se poursuivrait en 2005. S'il est vrai qu'aucune évaluation n'a été faite en 2004, il a été mis un point final à l'évaluation concernant l'Afrique australe ; un rapport final a été diffusé.



Actions 2004/2005 – Quelques exemples

Afrique

En 2004, la majorité des appels lancés par le Bureau de coordination d'ACT l'ont été en rapport avec des urgences humanitaires en Afrique. Il s'agissait notamment de projets de secours et de réhabilitation suite à des conflits, d'assistance pour assurer la sécurité alimentaire et de secours à des communautés frappées par des inondations et la sécheresse ainsi qu'à des personnes déplacées pour cause de conflit.

Dans bien des cas, les crises qui frappent l'Afrique sont extrêmement complexes. Des risques chroniques tels qu'inondations ou sécheresse sont aggravés par une dégradation du milieu naturel, des conflits civils ou internationaux, la pauvreté, la malnutrition et la maladie. La pandémie du VIH/sida continue à faire des ravages dans les communautés, sapant leur capacité à affronter les crises.

Si, au départ, ils semblent confrontés à une situation qui les dépasse, les membres – locaux et internationaux – d'ACT unissent leurs forces et collaborent avec les communautés pour aider et soutenir les plus vulnérables. Des appels ont été lancés pour l'Angola, le Burundi, la Côte d'Ivoire, l'Erythrée, l'Éthiopie, la Guinée, le Kenya, le Lesotho, le Libéria, Madagascar, le Malawi, la Mauritanie, le Mozambique, l'Ouganda, la République démocratique du Congo (RDC), la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan, le Swaziland, le Tchad et le Zimbabwe.

Afrique du Sud – Priorité à l'action à la base

Lorsqu'il s'agit d'offrir une assistance humanitaire dans une situation d'urgence, la politique d'ACT est de viser l'action à la base ; c'est là un moyen important à la fois pour apporter une assistance immédiate et pour restaurer l'autonomie tant des familles que des communautés. Les membres locaux d'ACT peuvent être soit des Églises, soit des institutions et organisations dépendant d'elles, qui peuvent s'appuyer, dans les villes, les bourgs, les villages et les secteurs géographiques, sur des bureaux, des paroisses et des relations personnelles.

Dans le nord-est de l'Afrique du Sud, dans le village de Lulekani, qui signifie « bien installé », rien n'est moins bien « installé » que la situation de beaucoup de familles. Un beau matin, un groupe de pasteurs s'est réuni pour discuter des difficiles problèmes auxquels, avec les membres de leurs paroisses respectives, ils étaient confrontés.

Ces pasteurs sont responsables de paroisses proches les unes des autres et qui relèvent de différentes confessions ; ils sont aux avant-postes, par exemple, pour s'attaquer aux répercussions du VIH/sida dans les familles des fidèles et dans les communautés. Ces temps-ci, la plupart des gens qu'on enterre sont, disent-ils, des victimes du sida. Mais il y a d'autres problèmes : « Le VIH, la sécheresse, la pauvreté – tout cela est lié, explique Eric Ngobeni, de la *Worshippers Church*. Lorsque

vient la sécheresse, elle aggrave tout. Pour les plus pauvres des pauvres, la situation devient insupportable. »

Tous ces pasteurs travaillent pour des Églises qui sont membres du Conseil des Églises d'Afrique du Sud (SACC), lequel est lui-même membre d'ACT. Lorsque le SACC réagit à des urgences en Afrique du Sud, avec le soutien des membres d'ACT et en leur nom, il a recours aux paroisses locales et à leurs pasteurs : c'est un moyen important pour atteindre les individus. Comme les Églises sont présentes dans presque toutes les communautés, il leur est facile de toucher directement les gens et de savoir ce dont ils ont besoin.

Pour ces pasteurs, quel que soit le domaine dans lequel s'exerce l'intervention humanitaire, les Églises jouent un rôle essentiel : « Nous sommes amenés à apporter une aide dans tous les domaines, explique Eric Ngobeni : que ce soit pour fournir de la nourriture ou des vêtements ou pour écrire une lettre au directeur de l'école pour autoriser l'enfant à y rester. »

En Afrique australe et ailleurs, les membres de l'alliance ACT s'appuient sur de tels réseaux de proximité pour apporter une entraide fraternelle partout où des catastrophes ont frappé. C'est l'essence même de l'alliance : au niveau local, les voisins s'entraident et, au niveau mondial, les Églises agissent ensemble, sans considération d'orientation politique ou religieuse ni d'origine ethnique.

République démocratique du Congo (RDC) – Un conflit complexe

En RDC, les membres d'ACT ont poursuivi leur assistance dans une situation d'urgence qui se prolonge et dont la complexité tient à un cycle catastrophique de conflits, à un réseau compliqué et mouvant d'alliances et intrigues politiques, à l'absence d'infrastructure solide et au fait que des dizaines de milliers de gens restent hors de portée des agences humanitaires pour des raisons d'insécurité. En dépit de ces énormes difficultés, les réactions des communautés ont souvent été exemplaires.

« Ici, explique Emile Mpanya, du Département d'entraide mondiale de la Fédération luthérienne mondiale (LWF/WS), basé à Goma, on ne mesure pas les distances en kilomètres mais en fonction du temps de trajet. Il y a des lieux auxquels on ne peut accéder qu'en avion, d'autres uniquement en moto. Cela rend notre travail [avec les destinataires de l'aide] très difficile. » C'est toujours une course contre la montre – pour sauver la vie d'un enfant, pour amener une femme enceinte à l'hôpital, pour



“Ils n’ont nulle part où rentrer.”

apporter des soins à des personnes âgées, pour ne mentionner que quelques-unes des innombrables urgences. Et il devient de plus en plus difficile d’aider les gens qui vivent dans l’est du pays dans la mesure où le conflit ne semble pas devoir s’apaiser.

Pourtant, ce n’est là qu’un des volets de la situation dans l’est de la RDC. Ce qu’on décrit dans les journaux et à la télévision, c’est la guerre et les souffrances qui l’accompagnent inévitablement ; mais on ne parle guère des multiples exemples de courage et de compassion, de dévouement et de désintéressement, de solidarité et de force morale, non plus que de tous ces gens qui continuent à vivre au jour le jour dans les conditions les plus difficiles.

A Camp Tuha, petite communauté proche de Beni, dans le nord du Kivu, fondée par des gens qui ont fui les combats de la province

d’Ituri, l’assistance a été très limitée : des semences, de l’outillage agricole et quelques produits non alimentaires. Pourtant, elle a eu un impact considérable : les gens se sont mis à cultiver chaque bout de terrain. Camp Tuha bourdonne d’activité, les gens produisent quelque chose, même s’ils ne perdent pas de vue la réalité. Ils ont toujours peur de retourner dans l’Ituri à cause de l’insécurité ; mais ce qu’ils craignent aussi, c’est que le monde les oublie et les abandonne.

En Afrique, il existe des dizaines de milliers de petites communautés comme Camp Tuha, où les gens aspirent à être autonomes. Certes, ils savent bien que l’assistance qu’ils reçoivent est leur seul espoir de survie, mais ils ne veulent pas abandonner ce désir d’être autonomes ni le besoin de maintenir leur dignité.

Soudan – Le conflit du Darfour

Au début de 2003, des membres d’ACT travaillant au Darfour firent savoir que les conflits dans la province du Darfour avaient contraint des dizaines de milliers de gens à fuir leur foyer pour se réfugier soit dans d’autres régions du pays, soit au Tchad voisin. En mars, ils firent savoir que la situation se détériorait rapidement et que l’ONU incitait les ONG à intervenir aussi rapidement que possible « pour témoigner et pour accompagner les gens ». En avril 2004, une équipe de coordination et d’évaluation (CAT) terminait sa mission au Darfour, disant dans son rapport que la situation était critique en raison de l’insécurité. Suite à ce conflit, on comptait quelque deux millions de personnes déplacées à l’intérieur du pays tandis que plus de 100 000 s’étaient réfugiées au Tchad. Dans son rapport, Nils Carstensen, responsable de cette équipe, disait : « A première vue, cette crise apparaîtra comme une famine : mais, par-dessus, il y a d’autres problèmes qui sont au moins aussi importants, sinon plus, que celui de la nourriture. »

En juillet 2004, ACT et Caritas Internationalis se sont associés pour tenter de faire face à l’aggravation de la situation des personnes prises dans ce conflit. Leur intervention conjointe était confrontée à un redoutable problème : comment agir dans un environnement marqué par l’insécurité

et l’hostilité, qui rendent impossible l’accès à de nombreuses régions. Si, pour beaucoup de gens, la crise du Darfour est liée à un problème de sécurité, elle a fait apparaître la nécessité d’intervenir rapidement et d’une manière appropriée. Au départ, il est apparu quasiment impossible de faire comprendre au monde la gravité de la situation dans un conflit qui, dans une large mesure, est passé sous silence. Au Darfour, bien que les gens soient contraints de se déplacer sans cesse et d’être enfermés dans des camps qu’ils ont peur de quitter, ils rappellent à la communauté humanitaire, chaque fois qu’ils le peuvent, qu’ils ne souhaitent qu’une chose : vivre en paix et rentrer chez eux, dans leur pays. L’un des résidents du Camp Hassa Hissa a déclaré : « Ici, nous et nos familles, nous sommes en prison ».

Et même s’il y a des milliers de gens que les agents de l’aide humanitaire ne peuvent atteindre, il n’en reste pas moins que les initiatives telles que l’intervention commune d’ACT et de Caritas Internationalis ont eu des répercussions indéniables au Darfour ; mais tout cela pourrait changer rapidement en fonction de l’évolution de la situation.

Asie

A la fin de 2004 s’est produite une catastrophe sans précédent dans certaines parties de l’Asie du Sud et du Sud-Est ; les réactions des individus et des gouvernements du monde entier ont elles aussi été extraordinaires. Suite au tsunami du 26 décembre, l’alliance ACT a lancé une opération qui, tant sur le terrain que du point de vue financier, a dépassé tout ce qu’elle avait fait au cours de ses dix ans d’existence.

Le tsunami en Asie du Sud et du Sud-Est

En Inde, à Sri Lanka et en Indonésie, les membres locaux d’ACT ont réagi en quelques heures, fournissant de la nourriture, de l’eau potable, une assistance médicale, des abris temporaires, un accueil dans les Eglises et d’autres secours à des dizaines de milliers de gens dont le foyer avait été emporté ou endommagé par les flots déchaînés.

Rien n’aurait pu préparer les gens à une catastrophe d’une telle ampleur. Sumithra Fernando, pasteur méthodiste à Sri Lanka, a bien résumé la situation : « C’est une catastrophe imprévisible, et beaucoup de gens ont tout perdu, sauf la vie. A la guerre, les gens peuvent rentrer chez eux au bout de quelques jours mais, ici, c’est différent. Ils n’ont nulle part où rentrer. » Dans les premières semaines qui ont suivi le désastre, alors que le décompte des morts et des disparus ne cessait de s’alourdir, ACT a continué à apporter des secours tout en préparant des plans de reconstruction et de relance, tous généreusement financés par les membres d’ACT du monde entier. A la fin mars 2005, un très grave tremblement de terre s’est produit près de Nias, en Indonésie, aggravant les dégâts déjà causés sur l’île et augmentant le bilan, déjà lourd, des victimes.

En Indonésie, le principal problème était de savoir comment aider les personnes déplacées à reprendre une vie normale. Le peu que ces petites communautés possédaient, le tsunami le leur a enlevé, les enfonçant toujours plus profondément dans la misère. Les membres d’ACT présents dans



les pays touchés, notamment en Thaïlande et en Somalie, et sur la côte orientale de l'Afrique, se sont fixé, pour 2005 et 2006, un certain nombre de priorités, et notamment : reprise de la production alimentaire, accompagnement psychologique, construction et réparation de maisons, installation de systèmes d'alimentation en eau et d'évacuation des eaux usées. En Inde, où des bateaux ont été fournis aux pêcheurs, ceux-ci étaient ravis : « C'est tout ce que nous attendions ! s'est exclamé l'un d'eux. C'est fantastique de pouvoir recommencer à pêcher, après avoir attendu si longtemps. L'eau était calme, et j'ai pu attraper quelques poissons. » Après cette catastrophe, il faudra de nombreuses années pour que la situation revienne à la normale et, pour des millions de gens, la vie ne sera jamais plus la même ; néanmoins, avec de la foi et du courage, beaucoup peuvent espérer, aussi peu que ce soit, reprendre une vie normale. Pour Muhamad Nurdin, qui a perdu presque toute sa famille, « il faut maintenant se tourner vers l'avenir ».

Bangladesh, Népal et Philippines – Inondations annuelles

En 2004, des inondations ont touché plusieurs pays d'Asie, en particulier le Bangladesh, le Népal et les Philippines. Des inondations sans précédent ont affecté le Bangladesh, en particulier les régions Nord, Nord-Est ainsi que les basses plaines des environs de Dacca, la capitale. Les membres d'ACT présents dans le pays ont coordonné leurs efforts et, pour couvrir les besoins immédiats de milliers de familles affectées par cette catastrophe, ont fourni, d'abord, des produits alimentaires, puis des vêtements et des semences ainsi qu'une aide au relogement. Les membres se sont attachés à secourir en priorité les personnes les plus vulnérables. De par sa géographie, le Bangladesh est en permanence exposé à des catastrophes naturelles. Il n'en reste pas moins que les mesures de prévention dans l'éventualité de telles catastrophes ne sont pas une priorité, malgré les efforts de certaines ONG locales telles que RDRS, qui est membre d'ACT. En 2004, des inondations graves et répétées ont ravagé une bonne partie du pays mais, comme d'habitude, la population tout entière a fait preuve d'une remarquable générosité pour aider les victimes.

Au Népal, ACT a apporté une aide du même genre suite aux inondations qui ont frappé le pays en juillet. La Fédération luthérienne mondiale a fourni une aide alimentaire d'urgence à de nombreuses victimes de cette catastrophe ; dans plusieurs régions, elle a organisé des stages de préparation aux catastrophes, notamment en rénovant des écoles qui, à l'avenir, pourront servir de centres d'évacuation dans des cas de ce genre. Et aux Philippines, où quatre typhons successifs, en trois semaines, ont également provoqué des inondations, l'alliance ACT a aidé les gens à reprendre une vie normale – chez eux, à leur travail et dans leurs communautés respectives.

Inde – Des inondations à la sécheresse

Régulièrement, certains pays sont affectés par un excès ou une pénurie d'eau. Mais il arrive que certains grands pays connaissent simultanément ces deux phénomènes : c'est le cas de l'Inde. Les membres locaux d'ACT ont acquis une certaine expérience dans ces deux domaines. En 2003, bien que la mousson ait été plutôt bonne dans la plupart des régions, les précipitations ont été insuffisantes dans de vastes parties de l'Inde du Sud, notamment dans certains des Etats qui ont été frappés par le tsunami en décembre 2004. Dans certains cas, c'était la quatrième année successive de sécheresse.

Celle-ci peut provoquer des réactions en chaîne. L'approvisionnement en eau et en produits alimentaires ainsi que les moyens de subsistance s'en trouvent affectés, ce qui oblige les familles à épuiser leurs stocks de produits alimentaires et leurs économies, jusqu'à vendre leur terre et leur bétail ou à emprunter de l'argent, ou encore à émigrer en masse dans des régions plus favorisées. Un membre indien d'ACT a essayé de rompre ce cycle, en particulier chez les plus vulnérables, en fournissant de la nourriture en échange de travail (« food for work ») dans différents projets de développement communautaire, dans l'espoir de ralentir l'émigration chez les agriculteurs. Par contre, dans le nord-est du pays, de fortes pluies, étalées sur plusieurs jours, ont provoqué de graves dégâts dans des milliers de villages. Pourtant, certains avaient participé à la mise en place de mesures de préparation aux catastrophes, ce qui leur a permis de mieux s'en sortir. Un membre d'ACT a ainsi expliqué que, dans deux districts de l'Assam, des familles, avec leurs troupeaux, avaient trouvé refuge sur des monticules et des plates-formes construites dans les villages les plus vulnérables et disposaient d'eau potable grâce à plus de 100 forages sur plate-forme qui avaient été installés en 2003 et 2004 avec l'aide d'ACT. A ces réalisations du passé sont venus s'ajouter des secours divers : produits alimentaires, abris, vêtements et couvertures, ce qui a permis aux gens de subsister en attendant que la vie des communautés puisse reprendre son cours normal.

Pour continuer à préparer l'avenir, l'un des membres d'ACT, suite aux inondations de 2004, a en particulier aidé les villageois à s'organiser et à déplacer des tonnes de terre – panier par panier – pour réaliser une levée de deux mètres de haut dans la perspective des prochaines inondations, l'an prochain. Jotjewti vit dans le village de Dhararghat, où ce sont des femmes, la plupart

“Collectivement, l’alliance ACT fait du bon travail dans la région.”

analphabètes, qui, avec l’aide d’ACT, ont pris en charge la mise en place d’une équipe de gestion des catastrophes ; elle explique : « Nous ne pouvons pas empêcher les catastrophes mais, si nous nous organisons et coopérons, nous pouvons réduire nos pertes. Nous pouvons limiter les effets de la catastrophe. » En Inde, beaucoup de gens ont l’habitude d’être confrontés à des catastrophes naturelles ; pourtant, pour les pauvres et ceux qui n’ont aucun accès aux ressources, il n’y a rien de « naturel » dans la disproportion entre les pertes des uns et des autres. Ainsi que l’explique Sushil Saha, de *Lutheran World Service India*, membre d’ACT, « ce n’est pas seulement en leur apportant des premiers secours que nous allons résoudre les problèmes des gens. Lorsqu’ils ont perdu 100 roupies, nous allons pouvoir, au mieux, les aider à récupérer cinq roupies. Les premiers secours ne doivent pas se substituer à une organisation conçue pour sauver des vies et les moyens de subsistance ».

Afghanistan – Secours et reconstruction après le conflit

Le pays a continué à se reconstruire en 2004. Il y a la reconstruction matérielle – hôpitaux, écoles et logements – mais aussi la reconstitution des communautés et la reprise d’une vie normale, en particulier pour les réfugiés et les personnes déplacées qui retournent dans leurs régions d’origine. Les membres d’ACT ont participé à cette reconstruction de multiples manières. Ils ont fourni des matériaux de construction pour aider des familles à bâtir des logements sûrs et solides et à se réinstaller dans une région qui, naguère, constituait la ligne de front entre les talibans et l’Alliance du Nord. Ils ont aidé des communautés à reconstruire les infrastructures agricoles et à relancer la production agroalimentaire grâce à des programmes de travail rémunéré (« cash for work »). Ils ont également contribué à la relance de l’enseignement scolaire et professionnel dans la population.

Pour l’un de ces villageois, Sher Aga, le projet de construction de logements est

exemplaire : « Un homme est allé dans la montagne pour ramasser, disons, du bois, qu’il a ramené au village sur son dos. Mais la distance était grande, et il est revenu au village épuisé. Quelqu’un est venu lui proposer : “Puis-je t’aider à transporter ton fardeau ?” Bien entendu, fatigué comme il l’était, il en fut ravi. Ce projet, c’est la même chose. Nous sommes ravis, parce que nous croulions sous les problèmes. Et c’est une aide de ce genre qu’on nous apporte ; elle nous soulage. »

Par ailleurs, en 2004, le problème de la sécurité était toujours grave et il a parfois sérieusement gêné le travail des membres d’ACT. L’insécurité limitait les possibilités de financer, avec l’aide de la communauté internationale, un développement à long terme dans les régions rurales ; à cela s’ajoutait un fort taux de chômage et de pauvreté, et tout cela ne faisait que rendre plus nécessaire

encore une aide d’urgence. Si l’installation d’un nouveau gouvernement, en 2004, a créé des conditions pour le rétablissement de la paix dans l’ensemble du pays, les membres d’ACT n’en ont pas moins continué, par d’autres moyens, à aider les gens à reconstruire le pays.

Moyen-Orient

En Irak, les gens sont confrontés aux conséquences de la guerre dans leur pays. Dans les Territoires palestiniens, la situation humanitaire ne s’est pas améliorée en 2004. Et, en Iran, la population est encore sous le choc d’un tremblement de terre qui a fait des milliers de victimes le 26 décembre 2003. Par l’intermédiaire de ses membres, l’alliance ACT est intervenue dans ces trois crises qui ont frappé le Moyen-Orient en 2004.

Iran – Après le tremblement de terre

En Iran, ACT a poursuivi son assistance à la population de la ville de Bam, dont une grande partie a été ravagée par un terrible tremblement de terre le 26 décembre 2003. Pour aider les gens à se relever, elle a contribué à la construction de logements dans la perspective de reconstituer des communautés durables. Fin novembre, avec l’approbation du gouvernement iranien, ACT a mis une soixantaine de maisons à la disposition des résidents les plus vulnérables d’Eslam Abad et de Dar Bagh.

ACT a également aidé les familles auxquelles ces maisons étaient destinées à choisir des entrepreneurs et des matériaux de construction ; notamment, elle les a fait rencontrer une organisation locale – non gouvernementale – d’architectes. Cela a permis de renforcer cette organisation dans la mesure où les architectes ont appris de nouvelles techniques de construction antisismique ainsi que des moyens d’aider les communautés victimes de catastrophes naturelles, ce qui est un élément important du programme d’ACT. Imad Sabi, de *Kerkinactie/ACT Pays-Bas*, explique : « Nous essayons de laisser quelque chose derrière nous : des méthodes nouvelles, des approches nouvelles ».

Susan Ryan, homologue de Sabi travaillant pour la *Presbyterian Disaster Assistance*, basée aux Etats-Unis, ajoute : « C’est un travail très, très difficile ; nous ne cherchons pas la publicité mais nous avons une solide réputation : nous ne faisons pas n’importe quoi. Collectivement, l’alliance ACT fait du bon travail dans la région ».

Irak – Secours et reconstruction

En Irak, suite à un appel lancé pour des premiers secours et la reconstruction, les membres d’ACT ont continué à aider les plus vulnérables des victimes du conflit de l’année précédente. Pourtant, vers la fin de 2004, on avait l’impression que, dans la population, l’espoir de la paix était de plus en plus étouffé par la crainte. Néanmoins, le Conseil des Eglises du Moyen-Orient (MECC), membre d’ACT, a la volonté de conforter la population irakienne dans la perspective d’un avenir meilleur. Dans le souci de couvrir les besoins immédiats des personnes affectées par l’aggravation d’une situation toujours marquée par la guerre et la violence, le MECC est

résolu à mener à terme son programme malgré l'insécurité régnante.

Dans un rapport, le MECC écrit : « Bien que la situation devienne de plus en plus difficile, le programme conjoint du MECC et d'ACT se poursuit et atteint ses objectifs ». Depuis le début de son intervention en Irak, le MECC a aidé à reconstruire neuf centres médicaux et cinq écoles dans le nord de l'Irak, où la situation était meilleure du point de vue de la sécurité. Au moment du siège de Fajallah, le MECC a distribué une assistance – essentiellement des produits non alimentaires – à un millier de familles qui avaient fui la ville pour se réfugier dans des camps ou des bâtiments publics à Bagdad ou dans sa banlieue. Le Dr Nuhad Tomeh, responsable du programme du MECC en Irak, raconte que, à l'occasion d'une visite dans ce pays, il a demandé à des enfants ce qu'ils voulaient pour leur ville : « Ils ont presque tous répondu qu'ils voulaient se sentir en sécurité pour pouvoir retourner tranquillement à l'école ».

Territoires palestiniens – Assistance d'urgence aux civils

Dans les Territoires palestiniens, l'alliance ACT s'est efforcée d'aider les civils victimes du conflit provoqué par la décision du gouvernement israélien d'occuper Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est.

En juin 2004, ACT a lancé un appel pour aider les habitants de la ville de Rafah, à Gaza, après le déplacement forcé de quelque 4 000 personnes lorsque l'armée israélienne eut démolé, en mai, un certain nombre de maisons. Par l'intermédiaire du Conseil des Eglises du Proche-Orient (NECC), le MECC a fourni une aide financière à quelque 1 500 familles dépossédées et qui ne recevaient aucune assistance d'autres institutions humanitaires.

Vers la fin de l'année, ACT a lancé un autre appel pour aider des civils vivant soit à Gaza, soit en Cisjordanie, du fait que ce conflit interminable a gravement affaibli la capacité de beaucoup de familles palestiniennes à surmonter la crise qui en résultait. Le quasi-verrouillage de la Bande de Gaza et la construction d'une barrière – mur ou clôture, selon les endroits – entre Israël et la Cisjordanie ont sérieusement limité les possibilités de travail et de rencontre pour des milliers de familles, notamment celles qui vivent dans des villages et communautés proches de cette barrière. Plusieurs membres d'ACT sont présents depuis longtemps dans les Territoires palestiniens occupés, ce qui leur permet de mettre en place des programmes destinés en priorité aux secteurs les plus vulnérables de la population locale. Ces programmes portent essentiellement sur des problèmes chroniques tels que l'insécurité alimentaire, le chômage et l'insuffisance des services médico-sanitaires.

Europe

Slovaquie et Roumanie – Inondations

A fin juillet 2004, des inondations ont frappé la Slovaquie orientale et la Roumanie, causant des dégâts aux bâtiments, aux potagers, aux cultures et aux routes et obligeant des milliers de personnes à fuir de chez elles. En collaboration avec *Evanjelická Diakonia*, le Conseil œcuménique des Eglises de Slovaquie, qui est membre d'ACT, a fourni de la

litière et des matériaux de construction pour aider les gens à réparer leurs logements, en particulier ceux qui ne recevaient aucune autre assistance de ce genre. Il a également fourni du mobilier pour un jardin d'enfants qui avait subi de graves dégâts. En Roumanie, ACT a aidé des familles dont le logement avait été détruit ou gravement endommagé en leur fournissant en particulier des lots de produits alimentaires et sanitaires, des vêtements et des outils de jardinage, et en les aidant à curer les puits. Certaines familles ont également reçu des matériaux de construction pour réparer leur logement ; d'autres ont reçu une assistance partielle pour se construire des logements neufs.

Caucase septentrional – Le conflit de Tchétchénie

En raison de la longue guerre civile qui déchire la Tchétchénie, des dizaines de milliers de personnes qui, outre des parents, ont perdu leur foyer et leurs biens dépendent encore de l'assistance humanitaire. Celle qui est fournie, en Tchétchénie et dans les territoires voisins, par des organisations non gouvernementales est souvent l'ultime recours pour des milliers de personnes déplacées : elle constitue un complément essentiel et vital à l'assistance de base accordée par les autorités. Depuis le début de leur intervention dans le Caucase septentrional, les membres d'ACT ont fourni une assistance sous de multiples formes, de l'aide alimentaire immédiate à la reconstruction du tissu social des communautés.

Amérique latine et Caraïbes

En Amérique latine et dans la région des Caraïbes, plusieurs pays ont été frappés par des catastrophes naturelles qui ont sérieusement ébranlé les populations. Néanmoins, leur réaction témoigne de leur capacité de résistance et d'adaptation, de leur solidarité et de leur compassion. Lorsque le tsunami a frappé l'Asie du Sud et du Sud-Est, plusieurs membres d'ACT présents dans la région ont réagi, organisant des collectes de fonds pour ceux qui, quoique géographiquement bien éloignés, avaient été comme eux victimes d'une catastrophe naturelle et subi de graves pertes.

Haïti – De la violence politique aux inondations et glissements de terrain

Pour la population d'Haïti, 2004 a été catastrophique ; de multiples crises se sont succédé, créant une situation chaotique et perturbant toute la vie. La violence politique qui a suivi le départ du président Jean-Bertrand Aristide, et qui a affecté plus d'un tiers de la population, a provoqué des morts, des dégâts matériels et la fermeture d'entreprises et d'écoles, et elle a fait régner une atmosphère générale de crainte. Les membres locaux d'ACT ont fourni des rations



alimentaires, des médicaments et des soins médicaux, ainsi que des semences et des outils pour les agriculteurs. Adoptant, face à une situation aussi imprévisible, une attitude de souplesse, la Fédération luthérienne mondiale-Haïti a également proposé des activités visant à la résolution non violente des conflits.

Quelques mois plus tard, en mai, lorsque des inondations et des glissements de terrain ont frappé Haïti et la République dominicaine voisine, des membres d'ACT ont fourni une aide d'urgence sous forme de produits alimentaires et autres, ils ont secouru des agriculteurs, des enfants des écoles et des propriétaires de petites entreprises, et ils ont aidé à la mise en place de travaux rémunérés (« cash for work »), notamment pour la construction d'un système d'approvisionnement en eau et la reconstruction de voies de circulation.

En septembre, de nouvelles inondations se sont produites en Haïti. Malgré l'insécurité, des membres d'ACT ont fourni 5 000 rations alimentaires par l'intermédiaire des Eglises de Gonaïves, la ville la plus touchée, et ont installé des unités de purification de l'eau. Ils ont également aidé des groupes tels que les enfants des écoles et les agriculteurs, et ont en outre réparé des routes et des systèmes d'irrigation.

Derrière ces crises qui frappent les Haïtiens, il y a un problème omniprésent : celui de la disparité. Négligée par ses propres gouvernements successifs et par le reste du monde, Haïti était une urgence « oubliée ». Michael Kuehn, représentant local du Département d'entraide mondiale (WS) de la Fédération luthérienne mondiale en Haïti, explique : « Pour beaucoup de Haïtiens, la situation est exactement la même qu'auparavant mais, à l'époque, personne ne s'en souciait. Pour la plupart des gens, ce n'est pas une crise ; ils considèrent que c'est la situation normale ».

« S'il est vrai, poursuit-il, que les inondations et la crise politique ont, à juste titre, attiré l'attention de la communauté internationale, il y a, en Haïti, une catastrophe silencieuse permanente qui affecte au quotidien la plupart des gens vivant dans ce pays. Maintenant que [les médias] ont informé le monde du conflit politique qui se déroule ici, on s'intéresse beaucoup à ce qui se passe en Haïti. Mais, si elle se réduit au court terme, cette attention ne résoudra pas les problèmes du pays. Pour que les choses commencent à changer ici, il faut un développement à long terme, il faut créer des conditions dans lesquelles les gens participeront aux décisions qui affectent leur vie et leur communauté. »

Grenade, Jamaïque et Cuba – Les cyclones Ivan et Charley

Cette année, dans la région des Caraïbes, les conditions météorologiques ont été inhabituelles. En septembre, le cyclone Ivan, considéré comme le pire ouragan à avoir frappé la région depuis 10 ans, a provoqué des ravages dans au moins onze pays.

A la Grenade et à la Jamaïque, des maisons et des hôpitaux ont été endommagés ou détruits, des milliers de gens se sont trouvés privés de produits alimentaires et d'eau potable, et les installations sanitaires et les services médicaux ont été fortement perturbés.

A la Grenade, les membres d'ACT ont fourni des secours sous de multiples formes, avec notamment des programmes de travail rémunéré (« cash for work »), des programmes de déblaiement des gravats et de reconstruction des logements ; certains programmes visaient aussi à améliorer le revenu des familles en aidant les femmes à créer des poulaillers et en aidant les enfants et les mères adolescentes à poursuivre leur éducation ou leur formation professionnelle. A la Jamaïque, les membres ont fourni de la nourriture, des matériaux pour réparer les toits, une assistance dans les domaines sanitaire et médical, et ils ont aidé des survivants à retrouver un moyen de gagner leur vie. Le cyclone Charley a frappé Cuba en août et a provoqué de graves dégâts dans la province de La Havane. Un certain nombre de mesures de préparation aux catastrophes avaient été mises en place et, de ce fait, il y a eu très peu de morts ; mais, dans toute l'île, les dégâts matériels ont été très importants.

Colombie – Conflit et déplacement de personnes

Les statistiques brutes sont alarmantes : selon un important groupe colombien de surveillance des déplacements de personnes, il y a eu, en Colombie, quelque 225 000 personnes déplacées entre janvier et septembre 2004, soit en moyenne 822 par jour. A ce jour, la Colombie compte entre deux et trois millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, ce qui place ce pays, de ce point de vue, au second rang dans le monde, après le Soudan. Pourtant, derrière ces statistiques, ces masses de gens forcées de fuir leur foyer par une guerre civile qui ravage le pays depuis des décennies, il y a des individus et des familles qui luttent pour vivre dans une pauvreté extrême. Depuis des années, les membres d'ACT accompagnent de nombreuses communautés qui cherchent à améliorer leurs conditions de vie, de nombreuses personnes qui tentent de se créer un nouveau foyer ailleurs que chez eux. Entre autres, s'inspirant d'une approche globale, ils ont mis en place des programmes de construction de logements, de création de potagers et d'assainissement, pour aider les gens à améliorer les conditions dans lesquelles ils vivent. Parfois, cette amélioration est limitée : c'est le cas pour Rosa Amaya, originaire du village de Tobia, à qui ont été fournis une aide technique et des matériaux pour qu'elle puisse, avec l'aide de son mari, construire une vraie maison. Mais ce peu peut faire beaucoup. Des projets de ce genre, mis en place par les membres d'ACT et qui portent sur des besoins élémentaires, sont porteurs d'espoir – et de plus encore, ainsi que l'explique Luis à propos d'un projet récemment lancé dans son village de Bucaramanga et qui porte sur un besoin essentiel : « L'eau, c'est la vie ! ».



Pérou –Froid et neige

Les mois d'hiver ont été très durs dans le sud des Andes, avec des vagues de froid et des chutes de neige qui ont eu de graves répercussions, surtout, pour le bétail des paysans locaux. En temps normal, cette situation aurait été considérée comme une urgence à court terme ; pourtant, la plupart des régions touchées avaient déjà souffert d'inondations et de sécheresse. Et c'est ainsi que le froid persistant a eu des répercussions à long terme sur des communautés dont la survie dépend de leurs troupeaux de lamas et d'alpagas ainsi que d'une agriculture de subsistance. Dans de vastes

secteurs, les cultures ont été endommagées, voire détruites, et des milliers de têtes de bétail ont été perdues. Des membres d'ACT se sont efforcés d'améliorer les conditions du bétail en aidant les communautés à créer et protéger des pâturages, en fournissant des vitamines et des médicaments pour les animaux et en construisant des abris pour les protéger des tourmentes. De leur côté, les paysans ne se sont pas contentés de participer à ces travaux : ils ont eux-même pris de nombreuses décisions, en particulier pour ce qui concerne l'emploi de l'assistance et sa répartition dans les communautés.



Si vous souhaitez en savoir davantage, veuillez vous adresser au Bureau de coordination d'ACT ou consulter notre site

www.act-intl.org

ACT
International
Action by Churches Together

ACT Coordinating Office

Centre œcuménique
150, route de Ferney CP 2100
1211 Genève 2 Suisse

Téléphone: ++41 22 791 6033

Fax: ++41 22 791 6506

E-mail: act@act-intl.org

Design Aplin Clark +44 (0)1404 871 609 Cover photo Paul Jeffrey ACT International

